

Un ordre mondial en pleine dissolution. Et maintenant ?

by Bo Stråth | Dec 18, 2025

3. Une Europe fondée sur des valeurs à une époque nihiliste

Point de départ : valeurs et réalité – la dialectique des Lumières

Décrire le monde tel qu'il est n'empêche pas d'imaginer le monde tel qu'il devrait être. Souvent, une opposition se crée entre ces deux perspectives. Un bon exemple en est le livre de Herfried Münkler sur un ordre mondial en décomposition, publié en 2023 avec une ambition pronostique, alors que peu de gens imaginaient le retour de Trump comme une alternative réelle (Münkler 2023). Le livre est explicitement programmatique dans son ambition de décrire le monde tel qu'il était et tel qu'il est, et de rejeter les questions sur ce qu'il pourrait, devrait ou devrait être. Les questions normatives ne sont pas abordées, ce qui fait disparaître les alternatives de l'histoire et de la réflexion sur l'avenir. Sur cette base, l'auteur exprime son ambition de faire une prévision sur ce à quoi ressemblera le monde et esquisse un ordre mondial autour de cinq grands blocs : les États-Unis, l'Europe, la Chine, la Russie et l'Inde. Le Pentagone a une dimension bipolaire avec les États-Unis et l'Europe contre la Chine et la Russie, avec une certaine incertitude quant à la place qu'occupera l'Inde.

Le but ici n'est pas de constater que l'évolution avec Trump a pris une autre direction quelques années après que Münkler ait fait ses prévisions. C'est une situation à laquelle toute prévision risque d'aboutir, car l'avenir est en principe imprévisible, de nouveaux éléments apparaissant constamment et modifiant ce qui est connu et se répète. La critique porte ici sur le rejet par Münkler des visions et des alternatives. La prévision de Münkler concernant un bloc États-Unis-Europe dans un pentagone bipolaire s'avère aujourd'hui être précisément le rêve éveillé qu'il souhaite rejeter. Sa prévision était également une vision. Le véritable historien s'occupe de la réalité telle qu'elle était réellement et, sur cette base, fait des prévisions sur l'avenir en extrapolant les tendances, tandis que les visions d'avenirs alternatifs sont le fait des rêveurs éveillés. Cette distinction ne tient pas et l'ironie est que Münkler lui-même le démontre. L'argument ici est que la distinction entre *wie es eigentlich gewesen*, la cartographie de la réalité du passé, ne se fait pas dans un espace neutre et que la sélection des faits est basée sur des valeurs, et que la réflexion sur l'avenir basée sur des valeurs fait partie de la réalité. L'argument est également qu'il est possible d'avoir une conversation publique sur les valeurs et la réalité de manière objective et intersubjective, et de considérer l'avenir comme des futurs alternatifs, en rejettant la rhétorique insensée autour de concepts tels que la « fausse vérité » et les « faits

falsifiés » qui ont accompagné les ravages du trumpisme. Il s'agit là d'autre chose qu'une croyance aveugle en l'avenir comme projection de tendances sans valeurs.

Le romantique et évêque Esaias Tegnér a écrit, dans une période sombre marquée par la révolution et les guerres napoléoniennes, dans son poème *Det eviga* (L'éternel) que le puissant façonne son monde avec son épée et que la rumeur de sa force vole comme des aigles, mais que « ce que la violence peut créer est fragile et éphémère, elle meurt comme un vent de tempête dans le désert ». Le juste, le vrai et le beau étaient les valeurs contrastées qui représentaient l'éternité. Bien sûr, personne aujourd'hui ne prend Tegnér au mot, ni sur le fait que la violence est une parenthèse brève, ni sur le fait que le juste et le vrai perdurent. Mais comme un rêve en une époque turbulente, le poème était réel. Il exprimait le besoin d'imaginer un monde alternatif. Il a donc sa place dans la discussion sur la réalité. En ce qui concerne le vrai, le juste et le beau, ce sont des valeurs qui ne peuvent être définies de manière univoque et définitive, mais qui doivent être remplies de substance, et cette substance est souvent controversée et change avec le temps. Mais en tant que réceptacles à remplir continuellement de contenu, elles existent. La norme fait partie de la réalité.

Jusqu'à très récemment, il y avait un consensus relatif à ce sujet dans le monde occidental. La démocratie était une forme de gouvernement définitive, avec des institutions et des normes permettant de transformer les conflits en compromis, en équilibrant les droits des minorités et la légitimité des décisions prises à la majorité dans un cadre normatif aussi important que les institutions qui le comptaient. Il existait des critères et des idéaux d'objectivité, mais aussi la conscience que l'objectivité et la vérité pouvaient être perçues sous différents angles et qu'en ce sens, elles n'étaient pas absolues. Elles étaient toutefois tout à fait utilisables dans le débat public. Les différents points de vue constituaient la base du débat. Ils unissaient et divisaient à la fois l'opinion publique. En fin de compte, il s'agissait de la croyance dans les Lumières et dans la modernité comme progrès. La théorie démocratique est une théorie normative.

Après deux guerres mondiales et l'Holocauste, on a naturellement pris conscience que les valeurs des Lumières n'étaient pas toujours respectées et qu'il y avait eu des époques où elles avaient été rejetées. La philosophie des Lumières dépeignait une image idéale. L'idée de progrès pouvait également conduire à des développements tout à fait différents de l'industrialisation pour l'amélioration des conditions de vie. L'industrialisation reposait sur l'exploitation des populations et le pillage des matières premières dans les pays pauvres par le colonialisme et l'impérialisme. Dans l'Allemagne hitlérienne, les chemins de fer, qui étaient un pilier de l'industrialisation génératrice de prospérité, assuraient le transport vers les fours à gaz. Ce n'était pas une conséquence automatique et prédéterminée de l'industrialisation, mais le résultat de décisions et d'actions humaines. Il faut ajouter ici que la démocratie et la prospérité n'ont pas non plus suivi automatiquement l'industrialisation, mais sont le

résultat de conflits et de luttes humains qui ont donné lieu à des décisions et des actions.

Même si les inconvénients de l'industrialisation et de la modernisation étaient bien connus, ils se sont pleinement manifestés pendant la Première Guerre mondiale, l'Holocauste étant un point zéro absolu qui tendait vers moins 273 degrés. Trois générations plus tard, et après plusieurs autres génocides, le choc s'est estompé. Il est difficile de se replonger mentalement dans les années 1945, lorsque l'Holocauste a été de plus en plus largement connu. Les philosophes allemands en exil aux États-Unis, Max Horkheimer et Theodor W. Adorno, ont publié en 1947 *La Dialectique de la raison*, une version révisée d'un texte qu'ils avaient déjà fait circuler parmi leurs amis et collègues en 1944 sous le titre *Fragments philosophiques* (Horkheimer et Adorno 1947). Ils s'interrogeaient sur la manière dont les Lumières avaient pu échouer à tel point qu'elles s'étaient transformées en leur contraire, comment ce qui était autrefois la réponse aux mythes et à la superstition s'était transformé en un nouveau mythe gigantesque sous des noms entremêlés tels que fascisme, nazisme, stalinisme. Dans l'analyse de Horkheimer et Adorno, l'industrie culturelle et la consommation de masse n'ont pas conduit à l'émancipation de l'humanité, mais à son asservissement, avec pour conséquence le totalitarisme et de nouvelles formes de barbarie et d'exercice du pouvoir social, dans une évolution à laquelle la théorie conventionnelle n'avait pas de réponse. Selon Marx, les contradictions de la société capitaliste entre les rapports de production et les forces productives devaient trouver leur solution dans la révolution mondiale. L'économie de marché libérale, autrefois associée à l'autonomie de l'individu et à la concurrence entre entrepreneurs privés, avait abouti, au lieu d'une révolution mondiale, à un système centralisé de pouvoir étatique et de concentration du capital. L'espoir d'une révolution sociale avait débouché sur le fascisme, le national-socialisme et le stalinisme. Comme l'avait noté Jürgen Habermas, la théorie critique qui s'était développée dans le sillage de Marx n'avait plus rien à quoi se raccrocher lorsque les forces productives et les rapports de production avaient formé une symbiose hautement toxique au lieu de briser la chaîne qui les maintenait ensemble (Habermas 1982). Horkheimer et Adorno ont parlé de régression de la raison lorsque le national-socialisme s'est développé en quelque chose qui ressemblait aux formes mêmes de superstition et de mythe dont l'illumination était issue, comme conséquence de la croyance en la progression historique, de l'idée de progrès. L'illumination s'est finalement mordue la queue.

Horkheimer et Adorno voyaient une cause de cette dérive dans la culture de masse autour des produits culturels industriels, des films, des émissions de radio et des magazines, qui homogénéisaient la pensée et manipulaient les sociétés de masse pour les rendre dociles et passives. La radio était un média de masse qui ne permettait pas aux auditeurs de répondre, contrairement au téléphone. Les auditeurs n'étaient plus des sujets, mais des récepteurs passifs exposés à des messages autoritaires, avec les mêmes programmes diffusés par différentes stations. On pense

ici à la machine de propagande du Troisième Reich sous Göbbels. On pourrait ajouter qu'une tendance nihiliste nivelaient était inhérente à ce modèle, qui s'est répandu bien au-delà de l'Allemagne hitlérienne et bien après l'Holocauste. Dans le contexte de la révolution numérique et du pouvoir des algorithmes, nous semblons être confrontés à une version 2.0 de ce que Horkheimer et Adorno ont décrit.

Horkheimer et Adorno relient l'échec du projet des Lumières à l'antisémitisme, qu'ils considéraient comme une réaction aux contradictions inhérentes au capitalisme et à la société bourgeoise. Les Juifs, boucs émissaires généraux, étaient le reflet des sentiments d'aliénation et d'impuissance suscités par le nivellement de la culture de masse. Ceux qui nourrissaient ces sentiments, incapables d'en affronter les causes, les ont externalisés en identifiant un objet physique substitutif capable de les absorber : les Juifs. La persécution des Juifs était un symptôme des contradictions et des pathologies non résolues de la société moderne.

Une atmosphère pessimiste règne sur *La dialectique de la raison*. Mais le livre ne décrit pas une télologie négative et n'exprime pas de pensées déterministes. Les auteurs considèrent la théorie critique comme une possibilité de réagir aux dérives et aux risques de déraillement des Lumières. Il existe une marge de manœuvre, quelle que soit son ampleur, grâce à une critique radicale de la mise en œuvre de la pensée des Lumières et des conditions sociales qui conduisent à ces dérives. L'avenir est en principe ouvert. On pourrait ajouter ici que l'idée critique fondamentale est inhérente au projet des Lumières lui-même, pace Kant.

Les Lumières obscures : une terrible supercherie théorique

En ce qui concerne la théorie du bouc émissaire, l'anthropologue des religions René Girard a poussé la réflexion dans des directions très différentes de celles de la théorie critique. Girard était le mentor du techno-magnat Peter Thiel, qui est lui-même une sorte de mentor philosophico-religieux du vice-président Vance ([Stråth 2025 a](#)). Girard a lié le bouc émissaire à la théorie mimétique. L'être humain est une figure imitative, qui imite. L'imitation a un caractère anthropologique. La compétition de tous avec tous pour devenir égaux aboutit à une guerre de tous contre tous. Seul le bouc émissaire peut rétablir la paix et l'ordre. Mais, à l'instar d'Adorno et de Horkheimer, Girard n'était pas déterministe. La volonté d'imiter ne signifie pas nécessairement que l'être humain est naturellement mauvais. En principe, l'être humain est bon grâce à son extrême ouverture envers les autres, l'autre facette de la pulsion d'imitation. L'imitation signifie également apprendre des autres et partager. La vie est un processus d'apprentissage. L'idée que l'humanité est héréditairement violente est tout aussi impossible que l'affirmation selon laquelle elle est héréditairement bonne, écrit Girard. Si la violence et la guerre étaient motivées par des pulsions biologiques, l'être humain serait incapable de réprimer son agressivité, ce qui n'est pas le cas. Il n'est ni mauvais ni bon, mais les deux à la fois. On voit

dans l'anthropologie du catholique fervent Girard la tension insoluble entre l'homme comme image de Dieu et l'homme comme apostat.

Dans ce contexte, il est difficile de comprendre comment Girard est devenu une référence pour le front singulier aux idées réactionnaires qui encadre et inspire le trumpisme aux États-Unis et les mouvements d'extrême droite bien au-delà des frontières américaines. Dans un article court et concis, le critique littéraire Ijoma Mangold a résumé la vision du monde bizarre de Thiel, libertarienne et réactionnaire, sans conflit d'objectifs entre les deux, inspirée par Girard mais déformée (Mangold 2025). Le désir mimétique de Girard ne signifie pas que les gens aspirent avant tout à l'imitation matérielle, où ce à quoi on aspire a une valeur intrinsèque, mais plutôt qu'ils désirent ce que les autres désirent, parce que les autres le veulent. Nous parlons ici des modes. Le désir est insatiable et constitue un puissant moteur social. C'est pourquoi, pour Girard, la source de la violence n'est pas les différences, mais les similitudes entre les êtres humains. Mangold cite l'exemple de la Chine. En 2007, l'année précédent l'effondrement néolibéral, tout le monde a vu comment la Chine, grâce à la mondialisation, était devenue de plus en plus semblable à l'Occident et a supposé que le monde était donc devenu plus pacifique. Girard a averti que l'adaptation de la Chine était au contraire le début d'une rivalité violente. Girard s'était initialement inspiré de Shakespeare et de la tragédie Roméo et Juliette, dans laquelle la relation entre deux familles équivalentes s'est terminée par une haine mortelle. Mais ce n'est pas à travers l'histoire littéraire de Shakespeare, mais grâce aux algorithmes des réseaux sociaux que la théorie allait être mise en œuvre. C'est là que se multipliaient à un rythme accéléré la comparaison avec les autres et la tendance à faire des choses non pas parce qu'on le souhaite, mais parce que les autres le font et pour impressionner les autres. Les désirs physiques sont une question d'utilité. Les désirs mentaux sont une question d'identité. Thiel a très tôt compris comment tirer profit d'un instinct anthropologique fondamental chez l'être humain et a investi dans Facebook. Les réseaux sociaux sont une industrie identitaire rentable, où les crises d'identité et les conflits surviennent lorsque tout le monde est égal, sans distinction par rapport aux autres.

Mais malgré des profits colossaux, Thiel méprise la tendance humaine à l'imitation, qui empêche la pensée indépendante et l'originalité. Son attitude est empreinte d'une sorte de « carapace, comme s'il ne voulait pas laisser les pensées niveltantes des autres l'approcher de trop près » (Mangold 2025). La concurrence n'est que pour les perdants. Le véritable innovateur construit un marché qu'il domine en tant que monopoleur. Seuls les naïfs s'exposent à la concurrence qui réduit les profits avec des produits similaires. Le surhomme de Nietzsche s'élève au-dessus de la lutte concurrentielle du désir et emmène la théorie de Girard dans de nouvelles directions. Selon Thiel, les universités sont des lieux d'uniformisation mentale. Au vu de la situation mondiale, de plus en plus de voix s'élèvent en faveur d'une forme de gouvernement mondial comme seul moyen de sauver l'humanité de la destruction nucléaire ou de l'effondrement climatique total, par exemple une ONU rénovée. Pour

Thiel, ce serait une solution totalitaire. Totalitaire en concurrence indue avec le monopole totalitaire de Thiel, faut-il ajouter. Mais il refuse de considérer son propre monopole comme totalitaire. Un gouvernement mondial serait l'Antéchrist, le personnage qui, selon la Bible, précède l'apocalypse, un personnage dans les bras duquel les gens effrayés se jettent simplement parce qu'il promet la paix et la sécurité. Les organisations supranationales sont un anathème pour Thiel. Il combine la croyance dans les effets bénéfiques du monopole pour l'avant-gardisme technologique avec la croyance en la vie éternelle rendue possible par la technologie plutôt que par une quelconque divinité. La cryogénérisation et l'amélioration biologique algorithmique sont les moyens d'atteindre la vie éternelle. Mais pas comme moyen de masse pour tous, seulement pour les élus, les techno-oligarques dotés de traits surhumains, de capital et de connaissances, dont les gènes doivent être transmis sur la planète Terre ou dans un vaisseau spatial pour une nouvelle colonisation. En tant que chrétien autoproclamé, il croit en la résurrection de la chair. C'est pourquoi, selon Thiel, qui cherche à être à la fois un chrétien littéralement fidèle à la Bible et le porte-parole le plus radical de tous les progrès technologiques, la cryogénérisation du corps afin de pouvoir le ressusciter complètement à l'avenir est conforme à l'esprit de la doctrine chrétienne. La pensée sombre qui entoure Peter Thiel, qui est en effet un adepte du « *dark enlightenment* », fonctionne par contrastes (Mangold 2025).

L'objectif de Thiel est de détruire la démocratie, qui a permis à trop de gens de penser librement et a conduit au chaos. La démocratie est une libre concurrence qui s'oppose fortement au fantasme de monopole de Thiel. Le mal – la démocratie, l'Antéchrist – a commencé avec les Lumières. Thiel mène une lutte contre le projet moderne des Lumières. Ce qu'il appelle l'illumination noire est une contre-révolution avec des idéaux issus d'une époque prémoderne où régnait l'absolutisme. Thiel renvoie à Joseph de Maestre (1753-1821) et à sa défense de l'Ancien Régime contre les idées des Lumières et les réflexions sur la contre-révolution.

Comment comprendre la fascination de Peter Thiel pour Girard ? René Girard (1923-2015) a suscité un certain intérêt scientifique avec son livre *La violence et le sacré*, publié en 1972, qui est une analyse anthropologique des récits religieux sur les sacrifices et la violence dans les sociétés archaïques . La période étudiée s'achève à l'époque des évangiles bibliques. La violence archaïque naît du désir des hommes pour les biens que possèdent les autres. Cette aspiration conduit à un conflit nivellant, tous contre tous, qui se termine par un bouc émissaire. Son élimination rétablit la paix. Girard a poursuivi avec un deuxième livre (Girard 1978), une discussion avec deux psychologues sur la violence mimétique, la violence résultant de la tendance humaine à imiter, qu'il a définie comme une catégorie anthropologique. Girard est devenu un anthropologue réputé et membre de l'Académie française en 2005, mais dans les années 1990, lorsque Peter Thiel l'a rencontré, il était plutôt un solitaire qui tirait sa force de nager à contre-courant tout en observant comment tout le monde nageait avec le courant. Depuis les années

1970, les sciences sociales appartenaient aux postmodernistes et aux poststructuralistes, Foucault, Lyotard, Derrida et autres, les protagonistes de ce qu'on appelait la théorie française. C'est contre eux que Girard a cherché à se démarquer. Le titre du livre de Girard publié en 1978 était *Les choses cachées*. Il faut le comparer à *Les mots et les choses* de Foucault sur l'ordre des choses, publié en 1966, les choses cachées contre l'ordre des choses.

Une multitude de podcasts et d'articles plus ou moins longs ont vu le jour dans le sillage de l'intensification du trumpisme à partir de 2025, dans le but de rechercher l'influence intellectuelle de Girard. Le critique culturel et journaliste Andreas Bernard affirme de manière concise et succincte que l'énergie herméneutique déployée dans la recherche d'un sens au trumpisme est compréhensible mais vaine (Bernard 2025). Il n'y a pas de lien intellectuel entre Girard d'une part et Thiel et son protégé, le vice-président Vance, d'autre part, mais seulement un lien affectif, l'identification au loup solitaire en lutte. Cette image correspond à l'image que Thiel se fait de lui-même, celle d'un monopoleur menant un combat solitaire à la pointe de la recherche. Thiel fait de Girard un explicateur universel du monde et se considère comme un améliorateur universel du monde. En 2022, la fondation Imitatio (sic) de Thiel a réalisé un documentaire sur Girard, *Things Hidden*, qui ressemble au portrait d'un fondateur de secte, avec une musique de fond sphérique et des éloges de ses compagnons sur l'importance unique de Girard pour les sciences humaines à la fin du XXe siècle. Thiel lui-même affirme que le maître détient « la clé du plan de Dieu pour l'histoire ». Il n'y a aucun lien entre le contenu des idées de Girard et la philosophie d'entreprise de Thiel, qui méprise la concurrence et glorifie les monopoles. Il est possible que Thiel se considère également comme un instrument de Dieu.

L'anthropologue de Stanford Paul Leslie faisait partie, avec Peter Thiel, d'un cercle d'étudiants qui, dans les années 1990, étaient aux pieds du maître à Stanford. Dans un article récent (Leslie 2025), il explique comment Thiel a ensuite donné une toute nouvelle tournure aux idées de Girard, détournant l'ouverture de Girard sur l'avenir sur le thème du bien et du mal et le rapprochant de penseurs tels qu'Oswald Spengler, Carl Schmitt et Leo Strauss, Spengler avec ses réflexions sur le déclin de l'Occident après la Première Guerre mondiale et ses idées sur une révolution conservatrice nationaliste et antidémocratique comme remède, Schmitt avec sa théorie de l'ami-ennemi comme catégorie anthropologique et son point de vue selon lequel le pouvoir politique est la capacité de déclarer l'état d'urgence, Strauss avec son concept d'écriture ésotérique, selon lequel les philosophes peuvent dissimuler des vérités dangereuses en écrivant de manière voilée et codée pour les initiés et en invitant à lire entre les lignes. Dans l'application que fait Thiel de Strauss, une élite peut faire passer des décisions uniformes sans débat public. Avec Schmitt, Thiel transforme les pensées mimétiques de Girard, dont l'issue est ouverte, en un décisionnisme prédéterminé.

En résumé, Peter Thiel est un charlatan qui aborde les sciences sociales avec une méthode de bricolage. Il identifie un grand penseur auquel s'identifier et le rend encore plus grand dans la publicité qu'il fait pour lui, car cela le rend lui-même plus grand. À l'abri derrière le penseur, il construit ensuite son propre cadre d'interprétation en associant librement le penseur à des personnages qui n'ont en réalité rien à voir avec lui.

Lorsque le vice-président Vance cherche à appliquer la théorie du bouc émissaire dans la campagne électorale, cela devient plus grossier et plus direct. Sur CNN, Vance affirme disposer d'informations de première main selon lesquelles les immigrants haïtiens volent les chiens et les chats de la population blanche de l'Ohio pour les manger. Il n'a aucune preuve, mais, acculé, il se défend en disant que s'il doit inventer des histoires pour que les médias américains s'intéressent à la souffrance américaine, il le fera (CNN 2025). Il ne faut pas exagérer l'importance d'un exemple comme celui de Vance, mais il illustre néanmoins la rapidité et la facilité avec lesquelles le bouc émissaire est activé. Après la mort de Girard, Thiel fait appel à son maître à penser Curtis Yarvin pour, avec leur sombre illumination, assurer la succession de Trump avec le vice-président comme prince héritier.

Adorno et Horkheimer ont vu comment l'illumination a débouché sur un mythe gigantesque avec un bouc émissaire comme force cohésive. Avec Thiel et Vance comme porte-drapeaux, le girardisme est devenu le trumpisme et a abouti à un enchevêtrement mythologique avec un bouc émissaire appelé « migrants », ce qui rappelle la thèse d'Adorno et Horkheimer et leur conclusion selon laquelle le trumpisme doit être combattu avec un esprit critique.

Le méli-mélo chrétien-païen du techno-oligarque et de son maître à penser est à la base d'une attaque frontale contre les valeurs européennes, à une époque où les penseurs européens consacrent leur énergie à construire des systèmes de valeurs nationaux autour d'un passé glorieux. Le fouillis de pensées du techno-oligarque rappelle le fanatisme qui entourait le royaume millénaire il y a près de cent ans. Du nihilisme qui devrait suivre la destruction totale du système de valeurs émergera le royaume de l'intelligence artificielle. L'utopie fait peur, mais l'apocalypse qui la précède fait encore plus peur.

Dans la fumée qui entoure cette sombre ascension, la confiance en soi et l'orgueil des techno-oligarques grandissent à mesure que l'IA prend le dessus. Quel effet cela a-t-il sur la personnalité lorsque l'on demande à l'IA de nous aider pour de plus en plus de choses, rechercher des informations, rédiger une lettre, prendre une décision d'achat ou demander des conseils relationnels ? L'IA devient notre conseillère et notre compagne permanente dans la vie quotidienne et, finalement, nous n'osons plus rien faire sans la consulter. L'anxiété et l'incertitude se propagent lorsque seule l'IA peut nous donner confiance en nous. Cette nouvelle faiblesse ouvre la voie à la séduction politique et autre. Dans le même temps, les techno-oligarques méprisent de plus en plus leurs semblables, qu'ils ne considèrent

pas comme des êtres humains, mais comme des consommateurs stupides dotés d'un esprit grégaire. L'ouvrage *Algorithmic Rule* développe les risques liés à la révolution algorithmique (Vinge & Fjaestad 2025).

Le mythe du marché, le terrain neutre et le bouc émissaire

Le mythe du marché était un mythe parce que le marché n'est pas du tout autonome, contrairement à ce que prétendait le discours néolibéral sur la mondialisation. Le marché décrit dans ce discours était animé par des forces économiques, occultées par le mythe, qui avaient le pouvoir de redistribuer les ressources de bas en haut et de répandre la croyance que tout le monde pouvait participer à la reprise économique qui allait suivre. Thomas Piketty a montré en détail comment le nombre de milliardaires, un concept qui n'existe pas en 1990, a augmenté de manière quasi exponentielle (Piketty 2013, 2015 ; Piketty & Sandel 2025). La formule de Piketty est la suivante : $r > g$, (rendement du capital supérieur au taux de croissance économique), le rendement du capital augmente systématiquement et continuellement plus que les revenus du travail et la croissance économique, ce qui signifie que les riches deviennent de plus en plus riches par rapport au reste de la population. Le marché n'était pas la main invisible dont parlait Adam Smith dans sa description d'une société fondée sur l'agriculture, l'artisanat, la petite industrie et le commerce dans un monde colonial. Un siècle après Smith, le marché est devenu de plus en plus la main étouffante de l'industrie financière et de la concentration du capital. Il est devenu le forum de spéculations effrénées qui ont conduit aux crises mondiales de 1873, 1929 et 2008. Le changement peut-être le plus radical à la suite de la crise du dollar et du régime de production fordiste au début des années 1970 a été la libéralisation des marchés financiers, qui ont échappé au contrôle national. Ce contrôle était un élément important de la politique keynésienne. Cette libéralisation a été précédée par une campagne intensive menée par les grands groupes mondiaux producteurs de biens, qui a débuté dès les années 1960 et s'est accélérée dans les années 1970. Ils ont commencé à se décrire comme multinationaux ou transnationaux. L'objectif était que les flux financiers liés aux exportations et aux importations deviennent des transactions internes aux entreprises, échappant ainsi au contrôle des pouvoirs publics (Stråth 2023 : 24-56).

Dans les années 1980, Ronald Reagan a mené une politique de libéralisation des marchés financiers afin de sortir définitivement de la crise des années 1970, une crise qui avait commencé avec la chute du dollar par rapport à l'étalement-or. Le dollar allait désormais être rénové grâce à la libéralisation des marchés financiers et redevenir rapidement le moteur de l'économie mondiale. On pourrait dire que c'était le nouvel or par défaut, faute d'alternative. Après la chute de l'Union soviétique, toutes les inhibitions ont disparu. Les mouvements de capitaux et le commerce des devises sont devenus libres et ont fait l'objet d'investissements et de spéculations

lucratifs. Cette libéralisation a sapé la stimulation keynésienne de la demande et lié les mains des gouvernements, comme le montrent les exemples de François Mitterrand et Ingvar Carlsson dans les années 1980 (**Stråth 2025 b** and **Stråth 2025 b**). L'excès de dette publique a fait grimper les taux d'intérêt sur les emprunts des États et a mis leurs devises sous pression. C'est le marché qui a déterminé ce qui était excessif. Margaret Thatcher a décrit la situation avec les mots magiques « There Is No Alternative » (il n'y a pas d'alternative) au marché. Elle est arrivée à cette conclusion en tant qu'admiratrice de la théorie de la liberté de Friedrich Hayek. Il y a une certaine ironie historique dans le fait qu'elle ait associé le concept de liberté à l'idée qu'il n'y a pas d'alternative, mais cette ironie a disparu dans l'euphorie de l'époque. Après la fin de la guerre froide, le marché est devenu un fétiche qui a déterminé le cadre d'action des gouvernements, sans que l'on se pose la question de savoir qui était le marché et qui déterminait les conditions de la politique. Le marché était tout simplement le marché auquel les gouvernements avaient cédé le pouvoir.

Au cours des années 1990, tous les partis au pouvoir sont devenus néolibéraux. Les sociaux-démocrates, avec Tony Blair et Gerhard Schröder comme points de référence, les partis conservateurs, de Thatcher à Angela Merkel (au cours des années 2000), et même les partis libéraux des sociétés industrielles occidentales, avec une dimension sociale dans leur profil, sont devenus des avant-gardistes néolibéraux. La politique de redistribution keynésienne a disparu en tant qu'instrument de régulation. C'était cette politique de redistribution qui constituait la ligne de conflit dans la politique, qui divisait et était le point de départ de la recherche de compromis. Les décisions à la majorité ont alimenté le débat politique, mais elles ont été combinées à des compromis, les parties en conflit ayant renoncé à leurs revendications maximales. Les décisions prises à la majorité pouvaient être remises en cause lors des élections suivantes. Personne ne parlait d'un centre politique. Pendant la guerre froide, les communistes de gauche étaient relativement isolés, même si une gauche réformiste s'était distanciée des staliniens et cherchait à établir des contacts avec les sociaux-démocrates. À droite, il n'y avait pas grand-chose à droite des partis conservateurs modérés, antagonistes des sociaux-démocrates dans la politique de redistribution des richesses autour du bien-être public, comme la sécurité sociale, l'éducation, la santé et les communications. La politique était motivée par l'idéologie et les intérêts et portait sur des conflits politiques concrets.

La technocratisation et la professionnalisation de la politique, loin des intérêts et des idéologies, dont Peter Mair situe le début dans les années 1960 (Mair 2013 ; cf. **Stråth 2025 b**), et qui s'est poursuivie avec la transformation des partis en machines électoralas maximisant les votes sans vision à long terme au-delà des prochaines élections, a signifié que la division du champ politique en gauche et droite, héritée de la Révolution française, a perdu de son importance et a commencé à se dissoudre lorsque tous ont cherché à maximiser les votes.

Dans les années 90, l'euphorie du marché était hégémonique. Mais sous cette euphorie se cachait une marginalisation sociale importante qui avait déjà commencé lors du déclin du fordisme dans les années 70. De nouveaux types de marchés du travail ont vu le jour, avec dans leur sillage des chaînes de production mondiales qui ont fait baisser les salaires, entraînant une prolétarisation et une faible représentation des intérêts. Les années 90 ont été marquées par l'individualisation et la privatisation des responsabilités. L'individualisation des responsabilités, loin du domaine public, a entraîné une privatisation et une « externalisation » importantes des fonctions dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'intégration sociale, de l'emploi et des communications. Sous la surface de l'euphorie du marché, une marginalisation et une segmentation insidieuses des marchés du travail et du logement se sont produites, parallèlement à un recul de la responsabilité publique. Cette évolution a été insidieuse car ceux qui ne se sentaient pas concernés par l'euphorie des années 90 étaient largement privés de représentation et de possibilités d'expression.

En politique, des entrepreneurs ont commencé à apparaître aux côtés des partis établis. Le meilleur exemple est celui de Silvio Berlusconi. Le débat portait sur la réussite et un populisme naissant autour des allégements fiscaux et d'autres « libertés ». Mais dans le contexte de la mondialisation, des mouvements nationalistes contraires ont également vu le jour, comme celui de Jörg Haider en Autriche en 1986 et celui des Démocrates suédois en 1988. Depuis 1972, Jean-Marie Le Pen et son Front National existaient déjà en France, et ils apparaissaient désormais de moins en moins comme un phénomène isolé.

La gauche est passée d'une politique de redistribution – selon le mythe du marché, il n'y avait rien à redistribuer et les marchés financiers et monétaires étaient clairs si un dirigeant politique cherchait à affirmer le contraire – à une politique identitaire qui allait plus tard être qualifiée de « woke », mais l'orientation néolibérale est restée. Le keynésianisme était un chapitre clos. La droite entretenait la croyance néolibérale selon laquelle tout irait mieux pour tout le monde si l'État restait en retrait. La droite n'avait traditionnellement aucun problème avec l'État. On parlait encore de la droite sans distinction entre conservateurs modérés et extrême droite ou populistes, même si des partis extrémistes commençaient à se former, comme le montrent les exemples autrichien et suédois. La droite avait une pensée traditionnellement conservatrice et nationale. Le changement devait se faire avec modération et le cadre était l'État-nation. Le national s'est dissous dans le marché mondial sans frontières qui se profilait, et l'hégémonie autour du discours néolibéral était plutôt révolutionnaire dans son message selon lequel tout ce qui était ancien et national devait disparaître. Les conservateurs, tout comme les sociaux-démocrates, se sont soumis à de fortes contradictions idéologiques lorsque le conflit politique autour de la répartition et des priviléges s'est transformé en soumission générale à ce qui était présenté comme le diktat du marché. Ils ont cherché à résoudre ces contradictions dans le centre politique, où tout le monde se bousculait pour maximiser les voix et

où il n'y avait pas d'alternative, et où les divergences d'intérêts et d'idéologies ont été atténuées sous l'hégémonie néolibérale.

Telle était la situation lorsque les marchés financiers mondiaux se sont effondrés dans une bulle spéculative qui a éclaté en 2008. Une grande incertitude régnait quant à la manière de réagir lorsque le marché, présenté comme autonome et fonctionnant mieux sans ingérence politique, s'est effondré. Lorsque les dirigeants politiques et les économistes professionnels ont cherché des références historiques, ils se sont rapidement tournés vers le vendredi noir d'octobre 1929, qui a paralysé l'économie mondiale et conduit à la Seconde Guerre mondiale, lorsque les gouvernements paralysés n'ont pas su apporter de réponse forte au chômage et ont laissé la crise suivre son cours. Il fallait à tout prix empêcher que cette situation ne se reproduise. Les pertes colossales subies après le krach de septembre 2008 ont été compensées par des injections massives de capitaux destinées à sauver les établissements de crédit de la faillite. L'effort politique de recapitalisation à l'aide de fonds publics et de capitaux empruntés a été énorme. La dette publique a explosé. Le Fonds monétaire international a estimé, sur la base de calculs des pertes de change sur les titres, le coût de l'effondrement à 4 000 milliards de dollars américains (FMI 2009 ; Shiller 2012). La crise s'est propagée à la crise de l'euro en 2009, déclenchée par la situation financière de la Grèce.

C'est à ce moment-là que la masse silencieuse des perdants de la mondialisation a été mobilisée par de nouveaux entrepreneurs politiques, mouvements et partis qui ont commencé à opposer la nation aux marchés mondiaux. L'Alternative für Deutschland a été créée en 2013 en tant que parti visant à faire sortir l'Allemagne de la zone euro. C'est dans ce contexte de frustration qu'un nouveau mythe a émergé, celui du nationalisme, du paternalisme autoritaire et d'une communauté illibérale, en opposition au marché néolibéral, comme voie vers la cohésion sociale. Le mythe des Lumières sombres était extrêmement alimenté par diverses théories du complot. La tendance nationaliste s'est encore renforcée avec la crise des réfugiés de 2015, qui a radicalisé le nationalisme et la distinction entre inclusion et exclusion. Le mythe de la nation a alors trouvé son bouc émissaire, entraînant l'érosion des droits d'asile et de la politique d'accueil des réfugiés. La distinction entre le « nous » et le « eux » est devenue plus agressive et les valeurs européennes classiques ont été refoulées.

Depuis 2010, un populisme de droite européen s'est développé, avec des frontières floues vers des variantes plus extrêmes et des idéaux fascistes. Le nationalisme est en plein essor. Des dirigeants autoritaires se présentent avec des propositions paternalistes attrayantes et se disent illibéraux, un nouveau mot dans le débat. Le libéralisme dont ils se sont éloignés n'était pas le libéralisme classique des Lumières, mais le néolibéralisme. Le lien temporel entre cette évolution et l'effondrement des marchés financiers et du discours néolibéral en 2008 est évident, mais les contextes sociologiques et socio-psychologiques plus profonds restent encore largement inexplorés. Le sociologue Cas Mudde résume la situation de manière laconique et pertinente : le populisme de droite en Europe est la réponse de

la démocratie illibérale au libéralisme antidémocratique (Mudde 2021). Par libéralisme antidémocratique, il entend la rupture néolibérale avec le social-libéralisme des États providence et le revirement complet en matière de redistribution. Le philosophe de Harvard Michael Sandel souligne non seulement le fossé croissant entre les gagnants et les perdants du projet néolibéral, mais aussi le fait que ceux qui ont atteint les sommets de la société pensent que leur succès n'est dû qu'à eux-mêmes et qu'ils le doivent entièrement à leurs propres mérites, et qu'ils méritent donc pleinement ce que le marché leur a accordé. Il en découle que ceux qui n'ont pas réussi à gravir les échelons n'ont qu'eux-mêmes à blâmer et ne méritent aucune aide. La solidarité sociale s'effrite (Sandel 2021, 2022).

Thomas Biebricher a mené une analyse approfondie de la crise internationale du conservatisme qui a suivi l'établissement d'une extrême droite nationaliste en Europe (Biebricher 2023). L'idée d'un centre politique a changé d'orientation. Le centre néolibéral, caractérisé par l'absence d'alternatives et la maximisation des voix, où tous les grands partis, des sociaux-démocrates à la droite modérée, se sont rassemblés, a changé de contour. La droite modérée considérait qu'il était de son devoir de maintenir la frontière avec l'extrême droite et le nationalisme en se définissant comme le nouveau centre à droite, mais elle s'est de plus en plus laissée entraîner dans les problématiques et le langage de ces derniers. Biebricher montre comment les problèmes ont alors de plus en plus porté sur la lutte culturelle plutôt que sur la politique sociale et économique. La lutte culturelle ne coûte rien, contrairement à la politique sociale et économique, ce qui la rend attrayante pour les conflits politiques. Elle a en outre la particularité d'être absolue, beaucoup plus difficile à compromettre que la politique sociale et économique, où les compromis sont obtenus lorsque toutes les parties renoncent à leurs exigences maximales et que toutes gagnent et perdent quelque chose. La politique culturelle est donc plus polarisante. Dans l'ensemble, la gravité semble déplacer la formulation des problèmes, le langage et la description de la réalité vers l'extrême droite, tandis que les partis du centre gauche semblent impuissants. La droite modérée libérale-conservatrice est tiraillée entre la politique woke de la gauche et la volonté de changement radical de l'extrême droite sous la forme d'une guerre culturelle, où le concept de « cancel culture » passe d'une accusation contre la gauche à une accusation contre la droite. La gauche perd du terrain dans la guerre culturelle et la question est de savoir ce que fera la droite modérée en crise. Les signes d'une ouverture vers la droite dans la recherche d'une majorité stable sont clairs.

Dans ce nouveau scénario, la politique sectorielle se concentre sur la politique d'immigration, qui est facilement associée à la guerre culturelle. La question de l'immigration est représentative d'une série d'autres problèmes politiques. La lutte culturelle et la politique d'immigration prennent toutes deux une dimension droite-gauche, la culture de gauche étant regroupée sous le concept de « woke ». Même si la droite modérée affirme vouloir ériger un rempart contre la droite populiste et extrémiste, elle est entraînée dans une lutte culturelle commune de la droite

contre le « woke » et pour la radicalisation de la politique d'immigration. L'initiative dans cette lutte culturelle revient à la droite, avec un profil qui, dans les années 1930, était qualifié de « *völkisch* » (nationaliste), avec l'Allemagne comme terrain d'affrontement. La gauche perd son initiative antérieure dans ce qui est devenu une lutte pour préserver autant que possible, en d'autres termes une lutte conservatrice menée par la gauche.

Le populisme de droite remet en question la démocratie parlementaire. Le paternalisme illibéral, avec sa croyance en l'autorité venue d'en bas, met l'accent sur la démocratie sous une volonté forte qui distribue équitablement et met fin aux querelles et aux divisions. Une proximité idéologique avec les idées *völkisch* de l'histoire allemande semble évidente, mais cela ne signifie pas pour autant que tous les partisans soient des nazis ou des fascistes (Amlinger & Nachwey 2023 et 2025). Ils sont plutôt motivés par une grande frustration face à la délégation de responsabilités par la démocratie parlementaire à un fétiche appelé « marché » et écoutent ceux qui promettent une amélioration grâce à une nation qui se démarque des immigrants. Et ils croient en eux.

Cette évolution est commune à l'Europe et aux États-Unis, indépendamment de Trump. Aux États-Unis, elle a plutôt conduit à Trump que l'inverse. La démocratie s'érode de l'intérieur sous l'effet d'un langage de moins en moins équilibré, guidé par les émotions plutôt que par la rationalité et le bon sens, des qualités et des valeurs qui étaient autrefois les piliers des Lumières, mais qui ont aujourd'hui perdu de leur prestige et de leur crédibilité. La révolution numérique et les réseaux sociaux ont renforcé les attitudes mimétiques et nivelingantes. L'imitation est plus intense. La démocratie ne tient pas ses promesses, dit-on, et cette idée se répand rapidement.

En 2015, la Syrie, avec la guerre menée par le régime soutenu par la Russie contre la population, a fourni à l'Europe le catalyseur de cette évolution : les flux de réfugiés vers l'Europe. Les réfugiés sont devenus la réponse à la suppression du débat parlementaire sur les conflits de répartition des politiques publiques, le bouc émissaire et la question de la représentation pour tous les autres problèmes sociaux difficiles. Il manque un langage qui nous permette de sortir de la situation actuelle. Sans un contre-discours convaincant à la rhétorique émotionnelle actuelle, qui se concentre sur la question des réfugiés et des migrants comme étant le problème le plus important, le risque est grand que la chasse aux boucs émissaires mette fin à la démocratie et fasse émerger des leaders forts qui prétendent représenter la volonté du peuple et promettent des conditions ordonnées.

Il y a cent ans, pendant l'entre-deux-guerres, c'est une crise sociale qui a déclenché le nationalisme, le fascisme, le nazisme et la désignation des Juifs comme boucs émissaires. Trois générations se sont écoulées depuis, et rares sont ceux qui s'en souviennent encore. Les nouvelles frontières entre amis et ennemis depuis les années 2010 sont motivées par la frustration liée à la perte de confiance dans le marché et la découverte que l'argent destiné à la politique n'était là pour une

politique de crise sociale et économique mais seulement pour sauver les banques. Quelques décennies après la chute du mur de Berlin, couronnement du récit néolibéral, les États ont recommencé à construire des murs à leurs frontières ou à proximité, et pas seulement en Europe, comme l'a montré Wendy Brown dans *Walled States, Waning Sovereignty* (2010). C'est dans ce contexte que le mythe contre lequel Adorno et Horkheimer mettaient en garde fait son retour. Ce ne sont plus les Juifs qui sont responsables de tous les problèmes et de tous les maux, mais les immigrants, en tant qu'abstraction avec un contenu concret. Il convient de souligner que le mythe des immigrants n'a pas encore atteint l'intensité de la haine des Juifs et ne s'est pas infiltré aussi massivement dans les pores de la société. Mais la lutte culturelle politique joue avec le feu. Le problème se déplace de plus en plus rapidement de l'immigration en tant que telle vers les immigrés eux-mêmes. Ils sont responsables non seulement de leur propre situation, mais aussi de tous les autres problèmes sociaux possibles. Les immigrés individuels deviennent une abstraction collective en chiffres et en quotas. Refoulement et rapatriement, remigration, tels sont les mots à la mode. Plus on se situe à droite, plus le vocabulaire est virulent, mais le langage et la formulation du problème changent dans leur ensemble. Les « élites mondiales », les « cosmopolites » sont considérés comme les coupables abstraits de l'effondrement néolibéral, un peu comme le « capitalisme ». Ces concepts servent d'ennemis, mais les plus riches du monde ne peuvent pas servir de boucs émissaires ou de victimes expiatoires. Les immigrés, en revanche, remplissent parfaitement ce rôle.

L'avertissement qui a résonné de 1929 à 2008 auprès des décideurs a déclenché une action politique visant à empêcher une évolution similaire à celle de l'époque. Mais après le sauvetage des banques, les chefs d'État n'ont plus trouvé d'argent et ont perdu le contrôle de la situation en oubliant le manque des politiques sociales et économiques substantielles qui auraient pu empêcher le scénario des années 1930. Leur apprentissage de la crise des années 1930 a été trop sélectif. Au lieu de cela, la lutte culturelle qui renforce les forces centrifuges a pris le dessus et les problèmes des années 1930 sont de retour à plusieurs égards. Cela ne signifie pas que l'histoire se répète, mais plutôt que l'avenir n'est pas particulièrement prometteur si rien n'est fait pour empêcher la tendance nationaliste. Les mots ne suffisent pas.

Lutte culturelle contre la politique de redistribution : Exemples allemands et suédois et perspectives européennes

La Cour constitutionnelle allemande, dont le siège est à Karlsruhe, est l'une des nombreuses institutions qui garantissent l'équilibre des pouvoirs, les institutions législatives, exécutives et judiciaires se contrebalaçant mutuellement afin d'éviter une répétition de la situation de Weimar. Jusqu'à présent, le système a bien fonctionné et personne n'a constaté de tendance inquiétante à l'américanisation. À

Karlsruhe, l'argument juridique a pris le pas sur les orientations politiques/idéologiques que les juges portent en eux plutôt que représentent. Les différences à cet égard ont été considérées comme une force qui a ancré le droit dans la société en reflétant sa diversité. Jusqu'en 2015, la moitié des 16 juges étaient nommés par une commission électorale du *Bundestag* (l'autre moitié étant nommée par les *Länder*). Depuis 2015, le processus de nomination se poursuit au sein de la commission sans changement de procédure ni de pratique, mais la décision est prise en séance plénière du *Bundestag* par un vote à bulletin secret, avec une majorité des deux tiers des suffrages exprimés. L'objectif de ce changement était de renforcer l'ancrage démocratique, ce qui a eu pour effet inattendu et imprévu de politiser davantage la question.

Lorsque le *Bundestag* a dû élire trois nouveaux juges à l'été 2025, tout semblait se dérouler comme d'habitude jusqu'aux jours précédant le vote. C'est alors qu'une tempête médiatique a éclaté sur les réseaux sociaux et que les représentants modérés conservateurs de la CDU/CSU ont été submergés par un flot de messages visant à discréditer l'une des trois candidates de la liste de propositions, avec des allégations selon lesquelles elle était favorable à l'avortement en principe jusqu'à l'accouchement et qu'elle avait plagié sa thèse. Elle était l'une des deux candidates proposées par les sociaux-démocrates du SPD dans un ordre établi par la pratique. Une grande partie des députés de la CDU ont été impressionnés par la vague de dénigrement orchestrée par le portail d'information numérique d'extrême droite Nius, mais il n'était pas difficile de conclure également aux efforts de l'AfD, parti d'extrême droite. La direction du groupe parlementaire a dû tirer la sonnette d'alarme et suspendre le vote. En Allemagne, l'avortement est en principe interdit, mais il est dépénalisé jusqu'à la 14e semaine de grossesse après consultation. La seule chose que la candidate diffamée avait dite sur la question de l'avortement était qu'elle pouvait envisager de légaliser ce qui était criminel mais non punissable. Les accusations de plagiat étaient sans fondement. Le SPD ne voyait aucune raison de retirer sa candidate et la CDU avait du mal à se distancer des positions auxquelles la campagne de dénigrement l'avait conduite.

On peut penser qu'un juriste qui souhaite dépénaliser ce qui est déjà exempt de sanctions pénales a raison, mais dans le cadre d'une lutte culturelle acharnée, cela constitue un dépassement inacceptable des limites établies. Le désaccord s'est accru entre les partenaires de la coalition, non pas tant au niveau des directions qu'au sein des groupes parlementaires. Si une poignée de main n'a pas de valeur, pourquoi devrions-nous... La réponse à la prochaine question controversée viendra... Le chancelier Merz, pris au dépourvu, a imprudemment évoqué le vote en conscience, une méthode qui, si elle était appliquée plus largement, entraînerait le chaos parlementaire et rappellerait l'époque des protopartis politiques. Les dirigeants perdent leur emprise sur leurs groupes et les difficultés à trouver des compromis s'accroissent dans un climat de méfiance. Mais tout ce remue-ménage

a-t-il vraiment une importance ? Une dispute autour de la nomination d'un juge ne peut tout de même pas conduire à une crise gouvernementale ?

Les partis au pouvoir n'ont pas réussi à sortir de l'impasse dans laquelle ils se trouvaient. La candidate elle-même les a aidés en renonçant à sa nomination. En se sacrifiant, elle a permis de trouver une solution et a suscité la sympathie, mais n'a pas apporté la paix. Un mélange de honte et de colère refoulée s'est propagé du parlement au débat médiatique. Tout avait commencé lorsque les tempêtes émotionnelles de la guerre culturelle avaient pris une autre direction, passant de la campagne de dénigrement sur les réseaux sociaux au cœur de la démocratie, le parlement. Personne n'échappe aux émotions de la guerre culturelle qui se renouvellent sans cesse. La question était bien plus importante qu'on ne le pensait au départ. Il s'agissait d'une perte de confiance.

Le dernier gouvernement de coalition de Weimar, qui représentait une majorité démocratiquement élue, est tombé à cause d'un désaccord sur une augmentation de 0,5 point de pourcentage des dépenses de l'assurance chômage dans le budget de l'État. L'incapacité à gérer ce désaccord a ouvert la voie à Hitler. Il s'agissait d'une question matérielle sur laquelle il était plus facile de trouver un compromis que sur les questions culturelles, qui ont tendance à être considérées comme existentielles. Sans exagérer les comparaisons historiques, on peut constater que dans l'Allemagne d'aujourd'hui, chaque crise gouvernementale sur ce qui reste du centre politique rapproche l'AfD un peu plus du pouvoir. Il faut savoir que l'AfD est classé comme anticonstitutionnel et donc d'extrême droite, avec des réminiscences de la pensée nazie, et qu'il est à égalité avec la CDU dans les sondages d'opinion, et nettement en tête dans l'est de l'Allemagne. Des sentiments encore assez mal articulés au sein de la CDU/CSU considèrent une coalition dans ce sens comme la moins mauvaise option dans une période parlementaire difficile. Si la politique est une question de lutte culturelle, ils trouvent leur identité dans cette direction plutôt que parmi les partisans woke de gauche. L'incapacité à résoudre les petites questions a des conséquences bien au-delà de leur importance réelle. La politique perd le contrôle de la situation, sous la pression des opinions contradictoires et passionnées de la société de masse. Les petites questions deviennent des questions symboliques et des catalyseurs de fortes tensions, risquant à tout moment de déclencher des crises parlementaires. C'est ce que montrent à la fois l'élection des juges en 2025 et les allocations chômage en 1933.

Il est intéressant de comparer la situation parlementaire à Weimar en 1933 avec celle de la Suède aussi en proie au chômage à la même époque. C'est précisément ce qu'a fait Lars Trägårdh (1993) dans une brillante thèse de doctorat à Berkeley, rédigée vers 1990, à une autre époque de grands bouleversements, mais contrairement à la nôtre, marquée par un fort optimisme et une confiance en l'avenir, une époque où l'on croyait que la crise des années 1930 et la guerre mondiale qui a suivi n'étaient plus que de l'histoire ancienne, sans autre pertinence que celle d'être justement de l'histoire. Il décrit comment, à l'époque où le dernier gouvernement

allemand avant l'ère des gouvernements présidentiels s'est effondré sur la question du chômage en Suède, un gouvernement de coalition a été formé grâce à un compromis sur les allocations chômage et les prix du lait, marquant le début de plus de 40 ans de pouvoir social-démocrate. L'aspect novateur de la thèse ne résidait pas seulement dans la comparaison en tant que telle, mais aussi dans le fait que Trägårdh cherchait l'explication dans la maîtrise de la langue plutôt que, comme dans l'historiographie conventionnelle de l'époque, dans les structures sociales et économiques supposées être plus féodales en Allemagne et plus populaires en Suède, ce qui expliquerait les différences de développement. Quelles visions d'avenir la crise des années 1930 a-t-elle suscitées et dans quel langage ont-elles été formulées ? Le terme « *folkhem* » (foyer populaire) suggérait une solution pragmatique à un conflit de répartition, un compromis entre des intérêts particuliers où les idéologies qui légitimaient ces intérêts étaient flexibles au gré des compromis, mais conservaient leur pouvoir d'orientation pour les réflexions à long terme. *Volk*, comme dans *völkisch* et *Volksgemeinschaft* sous un *Führer*, exprime une histoire complètement différente autour de l'obsession de la communauté et de la soumission au leader de la communauté. Ces deux évolutions étaient des réactions à la même crise des années 1930, avec un chômage de masse, une politique pragmatique mais mobilisatrice pour résoudre un problème majeur et une lutte culturelle pour la communauté fondée sur l'exclusion et un bouc émissaire défini comme exclu de la communauté dans une mobilisation émotionnelle excessive de la population et un dépassement du concept *Volk*.

C'est une ironie de l'histoire que Lars Trägårdh ait mené en 2024-2025 une grande enquête sur un canon culturel suédois pour le compte du gouvernement de centre-droit soutenu par les Démocrates suédois (SOU : 2025). Derrière cette initiative, on devine une nostalgie du retour à la construction d'une nation prospère, en contraste avec la crise actuelle. Dans le cas de Trägårdh, cette nostalgie concerne peut-être le *folkhem* qui a disparu après la crise des années 1970. Mais cette approche occulte le fait que le *folkhem* n'a pas été construit sur un canon culturel, mais sur une politique sociale et économique substantielle d'un genre nouveau. La culture et l'identité du *folkhem* ont suivi. Ce n'était pas l'inverse.

À une époque où, partout en Europe et aux États-Unis, une forte tendance s'efforce, par le biais d'une lutte culturelle, de transformer la démocratie libérale en une démocratie autocratique et illibérale, jusqu'à récemment un oxymore, mais désormais un programme politique, il serait important, pour sauver la démocratie libérale, de s'éloigner de l'intransigeance de la lutte culturelle, avec ou sans canon, au profit d'une politique de redistribution économique et sociale, y compris une politique d'intégration active des immigrants, avec une vision qui dépasse les frontières nationales.

Tout comme l'exemple allemand, le canon culturel suédois montre une tentative de transposer le conflit parlementaire sur les politiques publiques et la redistribution en une lutte culturelle qui ne nécessite pas de ressources financières importantes. Il ne

résout pas les problèmes sous-jacents qui ont conduit à l'inquiétude, la frustration, la colère, l'angoisse, la résignation et la désorientation générale qui règnent dans le monde occidental depuis 2008. La lutte culturelle renforce ces sentiments au lieu de les contrer. En Allemagne, en Suède, aux États-Unis, en Europe. La lutte culturelle est potentiellement dangereuse. Tôt ou tard, elle trouvera son bouc émissaire. Les contours sont déjà clairement visibles.

Quand on écoute le débat sur la lutte culturelle dans les États-Unis et l'Europe d'aujourd'hui, on a l'impression d'être encore à l'époque du sociologue Ferdinand Tönnies, lorsqu'il a publié en 1887 son ouvrage de référence *Gemeinschaft und Gesellschaft*. Dans la société industrielle qui était en train de s'établir, il voyait une évolution s'éloignant de la communauté, la *Gemeinschaft* pour se diriger vers la société, la *Gesellschaft*. Dans la communauté, les individus se définissaient par rapport aux autres individus, avec par exemple la religion comme lien social. Dans la société, les individus se regroupaient sur la base d'intérêts communs et de la croyance en des solutions rationnelles. La société présentait une dimension conflictuelle plus forte et ses repères changeaient de plus en plus rapidement. Tönnies constatait l'évolution vers la société, mais il était sceptique et avait de mauvais pressentiments. La communauté offrait une thérapie nostalgique, mais Tönnies voyait aussi que son heure était passée.

60 ans après la thèse de Tönnies, les catégories se sont réunies dans la communauté sociale des États prospères occidentaux après l'échec de la tentative de créer une *Volksgemeinschaft*. Avec le *folkhemmet*, la Suède est devenue un modèle de fusion entre société et communauté grâce à une politique pragmatique fondée sur les intérêts. La légitimation culturelle a suivi le conflit et le compromis politiques. Aujourd'hui, 60 ans après la fusion des contraires de Tönnies, il s'agit d'une lutte culturelle pour une nouvelle communauté populaire qui s'éloigne de l'idée de société, une société cohésive, mais délimitée par rapport à la communauté populaire *völkisch*. Notre époque reste dans la conceptualisation de Tönnies, mais l'évolution va dans la direction opposée, de la société à la communauté. La lutte culturelle détourne les pensées des conflits et des compromis politiques, loin de la société civile négociatrice vers une nouvelle communauté populaire où règne l'ordre. Mais comme une démocratie ?

La lutte culturelle crée des contradictions. La politique concrète part également de contradictions, mais il est plus facile de trouver des compromis en donnant et en recevant. Le parlement devient le centre de la politique où les compromis sont négociés. C'est ce travail que Max Weber décrit comme un perçage dans des planches épaisses. C'est ce travail qui ne fonctionne plus. Il semble que plus on perce, plus les planches deviennent épaisses et dures. La lutte culturelle est plus simple mais plus dangereuse car elle est plus fondamentale et se déroule en dehors du parlement, qui est toutefois entraîné dans son sillage. C'est une sorte d'évasion face à de grandes responsabilités, mais qui comporte un risque important de détruire les systèmes politiques, en particulier si cette évasion s'accompagne de la

désignation de boucs émissaires. La politique concrète sur les grandes questions, avec des positions claires sur, par exemple, le financement et la (re)distribution des ressources, exige beaucoup plus des dirigeants politiques que la lutte culturelle. Malgré cela, et précisément pour cette raison, l'argument est clair : la politique doit revenir aux grandes questions d'actualité et les contradictions existantes doivent être exposées afin de trouver des compromis à leur sujet : la question du climat et de l'environnement, la question de l'immigration dans le contexte du vieillissement de la population et de la pénurie de main-d'œuvre en Europe, en tant que question factuelle et non en tant que question d'identité et de culture, la question du commerce à l'ère du protectionnisme, la question des retraites et des soins de santé alors que les personnes âgées vivent plus longtemps, etc. Si l'on considère ces questions comme une gestion de ce qui était et de ce qui est, sans véritable alternative ni ressources réelles pour résoudre les problèmes, les contradictions prennent le dessus sous la forme d'une lutte culturelle.

L'Europe dans l'ombre des États-Unis de Trump et de la guerre culturelle nationaliste

Trump est une guerre culturelle pure et simple, avec bien sûr de forts intérêts américains en jeu. Après la soumission humiliante des dirigeants européens à Trump lors de la réunion de l'OTAN à La Haye en juin 2025 ([Stråth 2025 b](#)), la démonstration d'obséquiosité suivante a eu lieu un mois plus tard, lorsque le président de la Commission européenne s'est rendu un dimanche au terrain de golf Trump Turnberry en Écosse pour prendre connaissance de la décision de Trump d'imposer des droits de douane de 15 % sur les produits européens. Il était clair dès le départ que l'UE ne pourrait se résoudre à prendre aucune mesure de rétorsion, ni droits de douane, ni droits numériques. Une excellente affaire, a déclaré Trump, propriétaire du terrain de golf et hôte de ce spectacle humiliant. Contrairement à La Haye, l'UE n'a pas pu encourager Trump en lui offrant un véritable roi à qui parler, à toucher et à admirer. Mais cela n'avait pas d'importance. Chez lui, Trump était lui-même le roi. Sur le terrain de golf, il n'y avait personne à apaiser, seulement un décret à écouter. La crainte que Trump quitte l'OTAN reste profonde depuis La Haye, et cette crainte a marqué l'absence de réaction à l'accord sur les droits de douane, qui n'avait rien à voir avec un accord. Von der Leyen n'a pas qualifié l'accord de grandiose, mais, assise sur une chaise, le dos droit, les mains sur les genoux et un sourire figé, elle a néanmoins décrit la soumission comme un accord, un *deal*. C'était le meilleur résultat possible, a-t-on déclaré à Bruxelles, où, sous la surface officielle, régnait une profonde frustration et une paralysie, une combinaison dangereuse. La crainte que Trump quitte l'OTAN est aussi grande que la crainte de sa propre impuissance.

Le fait que le plus haut représentant de l'UE, représentant 27 pays et 450 millions d'habitants, ait été contraint d'accepter la capitulation de Trump un dimanche sur son

propre terrain de golf privé en Grande-Bretagne, le pays qui a quitté l'UE, était une rencontre à la convenance de Trump. « Personne ne peut être satisfait de ce résultat, mais c'était le meilleur que nous pouvions atteindre », a déclaré le chancelier allemand Merz, représentant la plupart des gouvernements de l'UE. Il faut ajouter à cela que l'UE n'a rien atteint. Elle s'est vu attribuer. L'UE a accepté sans broncher ce qui constituait une violation flagrante des règles du commerce mondial et de toute la diplomatie conventionnelle. Tout le monde n'a toutefois pas partagé l'avis de Merz. Ce fut une triste journée, a commenté le chef du gouvernement français à propos de la réunion en Écosse. Une confédération d'États libres qui s'étaient unis pour défendre leurs valeurs et leurs intérêts a décidé de se soumettre, a-t-il écrit sur X. *Sousmission* est le titre d'un roman de Michel Houellebecq qui raconte comment l'ensemble de la classe politique, par son échec collectif, ouvre la voie à la présidence à un homme politique islamiste. En France, on a compris l'analogie et le fait qu'elle pouvait s'appliquer également aux États-Unis. Mais on n'ose pas aller aussi loin dans sa réflexion en Europe dans son ensemble.

Un mois après la rencontre au club de golf, Donald Trump a reçu Vladimir Poutine en Alaska avec les honneurs et le tapis rouge. Trump a promis la paix en Ukraine dans un avenir proche. Les jours suivants, une sélection de dirigeants européens s'est envolée pour Washington afin d'être informée plus en détail du plan de paix à la Maison Blanche. Ils croyaient au plan et voulaient présenter cette visite, le fait même d'avoir été reçus et informés, comme un signe de la puissance européenne, comme une preuve que Trump les prenait au sérieux. Personne ne remettait en question le fait qu'ils n'aient pas été invités en Alaska pour discuter d'une question cruciale pour l'Europe. Peu après leur retour en Europe, le plan s'est avéré être une chimère, ce qui ne veut pas dire que Trump n'y croyait pas. Mais Poutine était comme un poisson dans l'eau en compagnie de Trump, et ce dernier ne voulait pas s'en rendre compte. La visite à la Maison Blanche n'était pas un signe de force, mais une tentative désespérée de s'accrocher à un homme qui avait démontré à maintes reprises qu'il n'était pas un partenaire fiable. Il est illusoire de croire que Trump a une stratégie, à moins que celle-ci ne consiste à semer la confusion et à créer l'inquiétude. Il aspire à la grandeur américaine et à la puissance impériale autour du pôle Nord et dans le Pacifique, ainsi qu'à un prix Nobel de la paix. Mais le chemin pour y parvenir est aussi confus et impulsif que sa politique douanière.

L'expert en extrémisme Peter Neumann et le journaliste de télévision Richard Schneider ont intitulé leur dernier ouvrage *Das Sterben der Demokratie*, la mort de la démocratie (Neumann & Schneider 2025). Ils examinent le populisme de droite en Europe et aux États-Unis et constatent une tendance à passer d'une démocratie libérale à une démocratie illibérale et à l'autocratie. Ils évoquent un plan populiste de droite visant à transformer l'Europe et les États-Unis. Ils en trouvent l'origine dans l'effondrement des marchés financiers en 2008, qui a conduit au sauvetage des banques, mais à long terme à la stagnation et à l'érosion des infrastructures de communication et d'autres services sociaux, ce qui a à son tour déclenché un

sentiment de perte de contrôle, des conflits de répartition et un malaise général. La question migratoire est ainsi devenue un catalyseur qui a canalisé les réponses vers des questions d'identité. Les auteurs recommandent aux forces qui souhaitent préserver la démocratie libérale de prendre le contrôle de la question migratoire en la dénuée de son caractère émotionnel pour la ramener à une politique factuelle, à une politique économique sur les ressources et à une politique sociale sur la répartition des ressources, à une politique factuelle sur les infrastructures physiques, ce qui serait très bien accueilli par les populations qui souhaitent des solutions factuelles plutôt qu'une guerre culturelle. Ils proposent de tracer des limites claires à l'égard des populistes de droite et de mener une offensive en matière d'éducation politique et civique, en montrant plus clairement les enjeux plutôt que de mener une politique fictive dans un paysage crépusculaire entre démocratie libérale et illibérale.

La tendance au Parlement européen et ailleurs en Europe est que la droite modérée abandonne le centre, où il n'y a pas d'alternative, et cherche à en créer un nouveau en se définissant elle-même comme le centre par rapport à l'extrême droite et en redéfinissant les autres partis du centre comme étant à gauche. Il en résulte une lutte culturelle entre le « woke » de la gauche et le nationalisme de la droite. La droite modérée cherche à se profiler en menant une politique culturelle contre le « woke » tout en prétendant défendre ce qu'elle appelle un pare-feu contre l'extrême droite. Dans cette lutte culturelle, la droite modérée est entraînée dans le langage de l'extrême droite, par exemple sur la question des réfugiés. L'extrême droite a pris l'initiative, la droite modérée suit. La politique sectorielle soulève des questions de financement qui, à leur tour, soulèvent des questions de redistribution des ressources. La lutte culturelle est une fuite devant ces questions, une fuite en avant qui ne coûte rien et qui, au final, coûte tout.

Sur ce qui reste du centre sans alternative du néolibéralisme, les partis sociaux-démocrates et verts végètent avec une base électorale en déclin, faute de confrontation sur les questions de redistribution et d'environnement. Le politologue Philip Manow décrit cette évolution comme une dé-démocratisation de la démocratie (Manow 2020). S'il y a une tendance dans le comportement des partis de centre-gauche, c'est plutôt qu'ils gravitent vers la lutte culturelle des modérés et de l'extrême droite, où la gauche fait le grand écart entre la défense du « woke » et la lutte culturelle contre l'extrême droite, qui s'exprime de plus en plus dans le langage de l'extrême droite. La démocratie se corrode de l'intérieur.

Le langage clair de Neumann et Schneider incite à poursuivre leur réflexion. Le front américano-européen pour la démocratie illibérale pourrait être contré par une européanisation plus forte de la lutte économique et sociale pour la démocratie libérale : une européanisation de la politique économique et sociale pour une Europe sociale de marché, avec le travail de Delors sur une Europe sociale et le rapport de Draghi comme points de référence (**Strath 2025 b**). Une offensive coordonnée au niveau européen avec un programme sur les questions de répartition et d'environnement et d'autres questions telles que l'immigration et les infrastructures,

le marché du travail, l'éducation et la recherche, par exemple un système ferroviaire européen digne de ce nom et une souveraineté numérique européenne délimitée par rapport aux États-Unis. Un exemple concret dans ce sens est le plan de 800 milliards d'euros de la Commission européenne, ReArm Europe, un plan d'action visant à renforcer la sécurité de l'UE, dans lequel la politique de sécurité dépasse la dimension militaire (Commission européenne 2025). Il faut toutefois préciser clairement que l'argent seul ne suffit pas. Ils doivent servir de point de départ à un plan politique et à une gouvernance du type de ceux développés par Mariana Mazzucato dans Mission Economy (Mazzucato 2021 ; cf. **Stråth 2025 b**). Une offensive européenne qui développe des compromis et des solutions politiques concrets au lieu de se laisser entraîner dans la guerre culturelle menée par la droite.

La tâche consiste à sauver la démocratie en Europe en se libérant de ce qui ressemble à une emprise de fer que les États-Unis de Trump ont exercée sur l'UE, mais qui, si l'on ose voir la réalité en face, est en fait l'attachement paniqué de l'Europe à des États-Unis qui n'existent plus. L'UE doit lâcher prise et se rénover. L'UE est une communauté de destin en voie de disparition, avec ou sans les États-Unis au sein de l'OTAN, si elle continue ainsi. En se soumettant en matière de politique commerciale, l'Union s'est rendue vulnérable au chantage en ne ripostant pas. L'UE n'a rien eu à opposer à l'arbitraire et aux exigences démesurées de Trump. Le signal envoyé à Trump, selon lequel l'UE n'a pas la volonté de défendre ses propres intérêts, ni même de les définir, est fatal. Il aurait fallu un leadership européen actif pour coordonner ces intérêts dans une position commune face aux attaques massives des États-Unis contre les règles du commerce mondial et pour préparer l'Europe à une situation sans soutien américain en matière de politique de sécurité. Le leadership de l'UE dépend bien sûr de la volonté des dirigeants européens de céder du pouvoir. Jürgen Habermas a critiqué le fait qu'Olaf Scholz, en tant que chancelier, ait été un frein à cet égard (Habermas 2025 ; cf. **Stråth 2025 a**). Friedrich Merz et les autres dirigeants européens continuent dans la même voie en raison de leur ambition excessive de ne pas froisser Trump. Le président américain a reçu un acronyme parce qu'il se défile toujours, *taco*. Les dirigeants européens se défilent également dans leurs considérations nationales à courte vue, sans vouloir voir la situation européenne dans son ensemble. Les réactions à la dictature douanière ont donné du grain à moudre à Trump, le confirmant dans son image de négociateur. Le véritable objectif commercial de Trump est sans doute d'éliminer la faible réglementation de l'UE sur les groupes numériques.

Il ne suffit toutefois pas d'adresser des exigences aux dirigeants politiques européens. Pour qu'ils puissent répondre à ces exigences et façonner une nouvelle UE, la lutte culturelle qui fait rage dans les États membres doit se traduire en politiques économiques et sociales au sens où l'entendent Neumann et Schneider. Les conditions préalables à une nouvelle UE doivent être fondées sur la base politique des États membres, où la lutte culturelle doit disparaître. Il s'agit d'une nouvelle conception politique, d'une nouvelle identité. Avec la lutte culturelle comme

contenu politique dans les États membres, les dirigeants de l'UE ont les mains liées. La lutte culturelle va diviser l'UE et risque de devenir le fondement d'une internationale d'extrême droite qui pourrait éventuellement s'allier à la fois aux États-Unis de Trump et à la Russie de Poutine.

Il faut alors être conscient que les identités de la société industrielle, avec et contre la notion de classe, qui, après plus d'un siècle de révoltes et de guerres mondiales, ont abouti aux États-providence keynésiens dans une petite partie du monde, ont disparu et ne peuvent être recréées. En revanche, les injustices sociales et la répartition inégale des ressources persistent sous des formes anciennes et nouvelles, qui doivent être envisagées à l'échelle planétaire plutôt que nationale. Les tentatives néolibérales de construire une nouvelle identité autour de la société mondiale du marché et de la finance ont abouti à un précaritat mondial dans de nouveaux types de chaînes de production juste à temps et à une gigantesque bulle spéculative qui a éclaté et transformé les élites néolibérales, les « cosmopolites », de figures d'identification en objets de haine.

L'être humain ne peut pas vivre sans identité. Si on en a une, en tant qu'individu et en tant que société, on n'a pas besoin d'en parler. Avant les années 1970, l'identité était un concept utilisé en mathématiques et dans la psychanalyse, une science nouvelle apparue dans les années 1920. Mais ce concept n'existe pas dans le débat politique. C'est lorsqu'on manque d'identité qu'on commence à en parler. À l'heure actuelle, les tentatives de création d'identité visent principalement la nation, avec pour moteur des idées de grandeur nationale dans le passé. Cela rend le monde dangereux. On reconnaît un schéma datant d'il y a cent ans. Pour sortir de cette situation, les États membres de l'UE doivent mettre fin à la lutte culturelle et, comme avant la parenthèse néolibérale, recommencer à mener une politique économique et sociale concrète. Ils doivent se rassembler autour de l'Europe, une nouvelle Europe, l'Europe des bons Européens, comme l'écrivait Nietzsche. L'identité suivra et disparaîtra en tant que problème.

Avec Trump, ce n'est pas seulement les États-Unis qui perdent leur puissance morale, mais aussi l'Europe. Le Sud global se tourne vers la Chine comme une force fédératrice qui offre des perspectives d'avenir. Les Chinois désignent récemment les États-Unis comme *Chuan Jianguo* « le pays qui rendent la Chine grande ». Les États-Unis ont implosé moralement, mais l'Europe s'essouffle également peu à peu. L'UE rendra également la Chine grande si elle ne se démarque pas rapidement des États-Unis au lieu de se soumettre.

La question des réfugiés, qui pourrait créer le bouc émissaire de notre époque, fait l'objet de solutions et d'accords européens, tels que le régime d'asile européen commun (RAEC) et l'agence de protection des frontières Frontex, mais il n'y a pas de solidarité européenne ni de soutien fort autour de ces initiatives. Le RAEC et Frontex renforcent plutôt l'idée de bouc émissaire. Les solutions européennes supposeraient une solidarité européenne autour des réfugiés et des demandeurs

d'asile, mais celle-ci n'existe pas. Les conditions indignes dans les camps de réfugiés, les refoulements brutaux, pour ne pas dire mortels, aux frontières, les mesures d'intégration inefficaces, tout cela est justifié par le fait que « sinon, il y aura encore plus de réfugiés ». Cet argument sonne creux à une époque où l'Europe déplore en même temps le manque de main-d'œuvre, sonne creux et sape les valeurs européennes.

Et maintenant, Europe ?

Une autre Eurafrique

L'Europe est le continent qui compte la population la plus âgée au monde (Eurostat 2025). Le nombre de personnes actives sur le marché du travail diminue, tandis que celui des retraités augmente. Selon Eurostat, la proportion des plus de 80 ans passera de 6,0 % en 2021 à 14,6 % en 2100. La proportion de la population âgée de plus de 65 ans passera à 31,3 % au cours de la même période. Cela s'explique par l'allongement de la durée de vie et la baisse de la fécondité. La proportion de la population en âge de travailler diminue, tandis que celle des retraités augmente. En tenant compte des mouvements entre les différents groupes d'âge, Eurostat calcule un taux de dépendance entre les retraités et les personnes en âge de travailler. Ce chiffre est de 33,9 % pour l'UE en 2024 et devrait atteindre 59,7 % en 2100. Si l'on ajoute à cela la proportion de moins de 15 ans que la population active doit subvenir aux besoins, le ratio est de 56,8 % en 2024 et devrait passer à 83,9 % en 2100. Cette évolution laisse présager des changements radicaux non seulement pour le marché du travail, mais aussi pour les systèmes de retraite et autres assurances sociales.

En contraste frappant avec l'Europe vieillissante, où une part de plus en plus faible de la population doit subvenir aux besoins d'une part de plus en plus importante, l'Afrique est le continent le plus jeune du monde. Plus de 60 % de la population du continent a moins de 25 ans. La population africaine devrait passer de 1,4 milliard aujourd'hui à 2,5 milliards en 2050. Le marché du travail accueille chaque année 10 à 12 millions de nouveaux jeunes (ONU 2024). Le chômage est élevé, en particulier chez les jeunes, et l'éducation est insuffisante. La grande question pour l'avenir est de savoir si la masse croissante de jeunes Africains est une bombe à retardement ou une ressource pour les marchés du travail en Afrique et au-delà. Quoi qu'il en soit, l'Europe sera touchée, mais la question est de savoir si elle peut faire quelque chose pour influencer l'évolution et la pousser vers la seconde option afin de désamorcer la bombe. Les différents gouvernements mènent des discussions avec leurs homologues africains et des contacts existent entre l'UE et son équivalent, l'UA, bien que cette dernière n'ait pas les capacités de l'UE et que son degré de supranationalité soit moindre. Mais il manque de grands projets initiés par l'UE pour

transformer politiquement la menace en opportunité et l’opportunité, par une politique créative, en une relation nouvelle et différente entre l’Europe et l’Afrique. De grands projets dans le domaine de l’éducation et du marché du travail, mais aussi dans celui de l’énergie verte.

Au lieu de cela, les relations sont marquées par la question de la migration et le grand problème est défini comme étant celui d’empêcher les populations d’Afrique (et d’Asie) d’entrer en Europe. Un climat de suspicion et d’hostilité envers les immigrants s’est installé en Europe (Kohlenberger 2025). Les immigrants sont devenus un instrument dans la politique de lutte culturelle et le risque, comme cela a été souligné à plusieurs reprises dans ce texte, est que cet instrument devienne le nouveau bouc émissaire permettant de résoudre de manière simpliste des problèmes sociaux complexes. Les États-Unis sont en avance sur ce point. Les contacts européens avec les dirigeants africains visent en grande partie à les convaincre de construire des camps où les demandeurs d’asile et les réfugiés économiques peuvent être refoulés. La méthode est celle du pizzi mafieux.

Il est évident que l’immigration ne peut être libre. Elle doit être contrôlée afin de garantir des normes en matière de revenus, de logement, d’éducation, d’offre culturelle, etc., comme c’était le cas lorsque la main-d’œuvre était recrutée pour les industries à la tâche et à la chaîne du nord de l’Europe, à partir du chômage et du travail agricole dans le sud de l’Europe dans les années 1950 et 1960. Ce modèle a disparu avec le régime de production fordiste lors de la crise des années 1970. L’immigration était rentable pour la production industrielle de masse, qui est devenue la consommation de masse des États providence. Mais cette rentabilité impliquait des coûts d’intégration de la main-d’œuvre. Il n’est bien sûr pas possible de revenir à cette époque et à ses conditions. À l’époque, l’immigration était essentiellement une question intra-européenne et la formation aux emplois industriels était relativement simple. Mais en tant que modèle montrant comment la question de l’immigration peut être organisée plutôt que spontanée, et qu’elle entraîne des coûts pour une intégration réussie, cette époque reste un point de référence important auquel se rattacher. Les coûts d’une intégration réussie sont un investissement pour l’avenir.

Le multiculturalisme était une invention néolibérale visant à éviter les coûts. Chacun devait développer son propre environnement culturel dans un climat de grande tolérance à l’égard de la différence, mais aussi à l’égard des différences croissantes en matière de normes sociales et de l’émergence d’un nouveau prolétariat en dehors des accords du marché du travail. Les marchés du travail homogènes de la société industrielle ont été segmentés. L’idée idéologique de la diversité, avec à la fois le mélange des cultures et la spécificité culturelle, un peu comme le village mondial néolibéral, s’est traduite dans la pratique par des sociétés parallèles segmentées. Le projet multiculturel gratuit a abouti à l’émergence de ghettos d’immigrés en Europe, parallèlement à l’apparition d’un nouveau prolétariat à bas salaire dans des secteurs tels que les soins, le nettoyage, la construction et l’agriculture, sur des marchés du travail irréguliers gérés par des sociétés écrans complexes, dont la responsabilité

était difficile à contrôler et qui brassaient beaucoup d'argent noir. Bien sûr, le multiculturalisme n'était pas gratuit. L'approche multiculturelle était pleine d'inconvénients qui ont entraîné des coûts dans des domaines complètement différents de ceux d'auparavant, et non dans le budget de l'État. Ghettoïsation, criminalité en bande, problèmes scolaires, prolétarisation sur des marchés du travail difficiles à appréhender. C'est cette situation qui, sous la forme d'une guerre culturelle, se retourne aujourd'hui contre les immigrants eux-mêmes.

L'immigration de main-d'œuvre des années 1960 et 1970 était planifiée. Des agences de recrutement du nord de l'Europe recrutaient de la main-d'œuvre parmi les ouvriers agricoles et les petits agriculteurs du sud de l'Europe en leur promettant un meilleur niveau de vie. L'immigration actuelle est beaucoup moins motivée par la demande et davantage par les personnes en fuite. Elle est spontanée et l'organisation actuelle vise davantage à l'empêcher qu'à la faciliter. Les emplois ne sont pas les mêmes pour ceux qui parviennent à entrer. Les guerres, les déplacements forcés dus aux catastrophes naturelles et les changements à long terme des conditions de vie dans le sillage du changement climatique font que l'ensemble de la migration est davantage axée sur les facteurs de répulsion que sur les facteurs d'attraction. Un marché noir s'est développé pour les immigrants illégaux. Le spontané et le criminel remplacent l'organisé et donnent l'impression d'une situation politiquement incontrôlable.

L'idée d'Eurafrigue faisait partie des négociations sur le projet d'intégration européenne qui ont abouti à un premier accord avec le traité de Rome en 1957. Peo Hansen et Stefan Jonsson (2015) ont montré à quel point cette idée était profondément ancrée dans les ambitions néocoloniales à une époque où beaucoup pensaient qu'il s'agissait de décolonisation. Le grand récit des années 1950 portait sur le développement grâce à l'aide au développement accordée aux colonies qui allaient bientôt devenir des États libres. Des fonds ont été transférés du Nord vers le Sud, mais le développement n'a pas vraiment pris son essor, du moins pas comme on l'espérait dans les pays en développement. Le Ghana a été la première colonie africaine au sud du Sahara à devenir indépendante en 1957. En 1965, son dirigeant Nkrumah a publié un livre très remarqué intitulé *Neocolonialism* (Nkrumah 1965). Le débat sur le développement portait sur la manière dont le Nord développait le Sud, par son aide, mais la réalité était que le Sud contribuait au développement du Nord par des termes de l'échange inégaux lorsque les matières premières étaient vendues du Sud vers le Nord et les produits finis du Nord vers le Sud. Walter Rodney est devenu un porte-parole académique du Sud avec des arguments allant dans le même sens lorsqu'il a publié un classique de l'historiographie postcoloniale : *How Europe Underdeveloped Africa* (Rodney 1972). Le colonialisme était un bandit manchot, écrivait l'historien guyanais qui, huit ans plus tard, fut assassiné par le régime indépendantiste local pour ses opinions trop radicales sur la manière dont la nouvelle indépendance devait être mise en œuvre. Les économistes du développement qui menaient le débat économique et politique dans le Nord

perdirent progressivement l'initiative au profit d'une école qui s'établit sous le nom de théorie de la dépendance, avec Paul Baran, André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein comme trois des figures de proue (Baran 1957 ; Baran & Sweezy 1966 ; Frank 1969 ; Wallerstein 1979. Cf Stråth 2023, chap. 2).

Les économistes du développement ont argumenté dans le cadre du discours sur la modernisation et le développement organisé par l'État. Les historiens ont décrit une évolution par étapes jusqu'à la percée industrielle et au-delà, et ces étapes étaient censées s'appliquer également aux pays en développement dans un modèle de développement général. Les théoriciens de la dépendance ont critiqué le système capitaliste dans une réflexion centre-périphérie et ont affirmé que la modernisation et le développement par étapes ne s'appliquaient qu'au monde riche, qui s'était enrichi en pillant systématiquement les pays pauvres et en les maintenant à ce niveau.

Le débat animé sur le thème du développement ou de la dépendance s'est essoufflé avec l'effondrement du dollar et la crise des années 1970. La réponse néolibérale à la crise des années 1970 a contourné le débat qui s'était tenu entre les économistes du développement et ceux de la dépendance, en arguant que tous devaient être partenaires sur un marché mondial sans barrières commerciales. L'ajustement structurel était la recette prescrite par la Banque mondiale et le FMI comme voie vers le développement. Les déficits budgétaires devaient disparaître grâce à une politique d'austérité et à l'ouverture des marchés aux investissements directs des multinationales dans le tiers monde. Il s'agissait d'un commerce aux conditions des plus forts, qui maintenait dans une large mesure les rôles de producteurs de matières premières dans le Sud et de fabricants de produits finis dans le Nord, avec des déséquilibres persistants dans les balances commerciales (Stråth 2023, chap. 5). L'un des mots clés de la nouvelle politique, « développement durable », sonnait de plus en plus creux. Tout comme les efforts de Delors pour créer un nouveau récit d'une Europe sociale (**Stråth 2025 b**), l'aide a également disparu du débat. Mais les écarts entre le Nord et le Sud ont persisté.

C'est à cette évolution que l'Europe doit désormais faire face. L'Europe est empêtrée dans une histoire qu'il convient de considérer d'un œil critique et dont il faut tirer des leçons. C'est une histoire où l'Europe avait des intérêts en Afrique, mais beaucoup moins pour l'Afrique. Le scénario comprend également le fait que les États-Unis de Trump ont largement perdu leur intérêt pour l'Afrique, qui subsiste toutefois en ce qui concerne les matières premières telles que les minéraux rares, un intérêt que Trump cherche à concrétiser par des méthodes impérialistes purement XIXe siècle, comme au Congo par exemple. L'intérêt de la Chine pour l'Afrique est beaucoup plus grand et beaucoup plus sophistiqué. Depuis 2010 environ, la Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique et supprime les droits de douane sur les produits africains, à l'heure où Trump les instaure et supprime l'agence d'aide au développement USAID. La Chine est visiblement présente en Afrique en termes d'investissements dans les infrastructures et le commerce. La bonne volonté et l'acceptation de la Chine en matière d'investissements et de commerce augmentent,

mais cela suscite en même temps une certaine méfiance quant à une dépendance trop forte vis-à-vis de la Chine.

C'est dans ce contexte – avec les États-Unis comme autocratie chaotique guidée par les émotions et la Chine comme autocratie en quelque sorte rationnelle qui refoule et chasse les émotions – que l'Europe doit aborder l'Afrique avec un intérêt bien formulé pour le continent au moins autant que dans le continent. L'Europe doit composer avec une autocratie américaine qui voit l'avenir dans une combinaison contradictoire entre l'économie pétrolière fordiste de la société industrielle qui s'est effondrée dans les années 1970 et une industrie numérique incontrôlée qui pousse le développement de l'IA vers l'inconnu, et une autocratie chinoise qui voit plutôt l'avenir dans les énergies renouvelables. La Chine a un plan, un plan à long terme avec une stratégie. S'adapter ne signifie pas seulement trouver sa place dans le schéma géopolitique mondial, mais aussi prendre des mesures pour sauver la démocratie à une époque où elle est de plus en plus érodée. Passer de la lutte culturelle à la politique concrète signifie placer la question de la répartition au centre d'une perspective planétaire et thématiser/confrontation la formule de Piketty $r > s$, vestige très actif de la croyance en un marché mondial autonome.

L'absence de stratégie politique aux États-Unis caractérise également la politique européenne. Cependant, la vision et la planification élitistes de l'avenir des techno-oligarques américains n'ont pas encore d'équivalent en Europe, dont le défi consiste à façonner démocratiquement la vision de l'avenir tout en rejetant l'élitisme américain et le chaos disruptif. Il existe certes en Europe des initiatives visant à façonner l'avenir à long terme et de manière planifiée, comme par exemple dans le rapport de Draghi à la Commission européenne. La question est de savoir si l'Europe a suffisamment de pouvoir d'action pour le mettre en œuvre, comme un début de réactivation de la réflexion prospective à l'aide d'une politique démocratique fondée sur des questions de fond, en rejetant la lutte culturelle populiste.

C'est dans ce cadre que des projets de coopération politique sur la main-d'œuvre, l'énergie verte, les minéraux rares, etc. pourraient être développés, mais en laissant et en contribuant au développement de l'Afrique en tant que fournisseur de produits finis à l'Europe plutôt qu'en tant que fournisseur de matières premières. Le cercle vicieux des termes de l'échange inégaux doit cesser. La transformation doit se faire en Afrique, ce qui nécessite une coopération en matière d'éducation et de recherche qui, à terme, se fera sur un pied d'égalité. Les investissements directs néolibéraux ont plutôt renforcé les structures coloniales avec des termes de l'échange inégaux. L'avenir passe par la coopération afin de développer conjointement les industries du numérique, de l'énergie et de la mobilité électrique. Le point de départ est que l'Afrique est de plus en plus marquée par un boom technologique avec des start-ups et des innovations. L'Afrique d'aujourd'hui n'est pas l'Afrique d'hier, ni l'Afrique coloniale, le continent noir. Oui, il y a toujours l'exploitation abusive, les bidonvilles et la faim, les catastrophes climatiques et les guerres civiles. Mais il y a aussi un esprit

de renouveau auquel il faut s'associer et apporter son soutien. Le développement doit bien sûr tenir compte des intérêts importants de la Chine en Afrique en recherchant des positions de coexistence pacifique, voire de coopération. Cette ouverture de principe s'applique bien sûr également à l'Asie et à l'Amérique latine. L'objectif fondamental est de réduire la pauvreté, la famine, les guerres et les catastrophes climatiques liées au changement climatique. La tâche consiste à donner à l'Afrique son autonomie d'une manière différente de celle prévue par le concept d'indépendance issu de la décolonisation. Une évolution dans ce sens permettrait de réduire la pression migratoire sur l'Europe, de désamorcer toute la question, tout en développant les contacts et les communications de manière ordonnée.

L'aide n'a jamais réussi à modifier les structures économiques inégales existantes, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait eu aucun développement. Mais la théorie de la dépendance ne peut être la réponse définitive. L'avenir doit être celui de l'indépendance par l'interdépendance à un niveau égalitaire, dans des relations entrelacées horizontalement plutôt que hiérarchiquement verticales. Cette description peut sembler être un retour au discours néolibéral sur le marché mondial unique autour du village global, mais il ne s'agit absolument pas de cela, mais plutôt d'une communauté mondiale qui ne fonctionne pas automatiquement, mais grâce à une politique créative et à des organisations internationales autour d'une ONU rénovée. Mais il s'agit là d'une étape ultérieure dans la vision esquissée ici. Il faut commencer quelque part, prendre des initiatives dans une nouvelle direction. Ici, une nouvelle Eurafrique pourrait être suffisamment concrète et inciter à l'action.

Il va sans dire que ces lignes ne traitent pas d'un programme d'action politique, mais d'une vision. Sans visions d'avenir, il n'y a pas de politique concrète ni d'alternative aux sentiments de catastrophe imminente qui s'autoalimentent facilement. C'est une vision d'une plus grande ouverture mondiale et de communications accrues à une époque qui semble être marquée par la délimitation géopolitique et une lutte culturelle agressive. C'est une vision de *Wandel durch Handel*, transformation par le commerce, mais dans un sens tout à fait différent de l'accord germano-russe qui, après 1990, était animé par l'illusion que cela se ferait automatiquement par le marché. La vision doit être réalisée par une politique créative. En fin de compte, l'ambition est que cette vision soit une partie aussi importante de la réalité que le résumé de la réalité dans une lutte de pouvoir géopolitique sans autre objectif que le pouvoir en tant que tel. Sans alternative, pas de démocratie. C'est ce point que le discours néolibéral sur le marché a manqué.

Traduction par DeepL et Bo Stråth de l'article en suédois de Bo Stråth, « En världsordning i upplösning. Vad nu? 3. Ett värdebaserat Europa i en nihilistisk tid » Statsvetenskaplig Tidskrift vol. 127, n° 4, décembre 2025.

Références:

- Amlinger, Caroline & Nachtwey, Oliver, 2023. *Gekränkter Freiheit. Aspekte des libertären Autoritarismus*. Berlin: Suhrkamp.
- Amlinger, Caroline & Nachtwey, Oliver, 2025. *Zerstörungslust. Elemente des demokratischen Faschismus*. Berlin: Suhrkamp
- Baran, Paul, 1957. *The Political Theory of Growth*. New York: Monthly Review Press.
- Baran, Paul & Sweezy, Paul, 1966. *Monopoly Capital. An Essay on the American Economic and Social Order*. New York: Monthly Review Press.
- Bernard, Andreas, 2025. "Vater der Gewalt," Spiegel 1 August
- Biebricher, Thomas, 2023. *Mitte/Rechts. Die internationale Krise des Konservatismus*. Berlin: Suhrkamp.
- Brown, Wendy, 2010. *Walled States, Waning Sovereignty*. Princeton: Princeton University Press.
- CNN, 2024. "JD Vance defends baseless rumour about Haitian immigrants eating pets"
<https://edition.cnn.com/2024/09/15/politics/vance-immigrants-pets-springfield-ohio-cnn/>
- Eurostat 2025. *Demography of Europe*. Brussels: EU.
- Frank, André Gunder, 1969. *Underdevelopment or Revolution*. New York: Monthly Review Press.
- Girard, René, 1972. *La violence et le sacré*. Paris: Grasset.
- Girard, René, 1978. *Des choses cachées depuis la fondation du monde*. Paris: Grasset.
- Habermas, Jürgen, 1982. "The Entwinement of Myth and Enlightenment: Re-Reading 'Dialectic of Enlightenment'" *New German Critique* 26 (4): 13-30.
- Habermas, Jürgen, 2025. "Für Europa". Süddeutsche Zeitung 21.03.2025
(<https://www.sueddeutsche.de/projekte/artikel/kultur/juergen-habermas-gastbeitrag-europa-e943825/>).
English version
<https://www.sueddeutsche.de/projekte/artikel/kultur/juergen-habermas-essay-europa-e494414/>
- Hansen, Peo & Jonsson, Stefan, 2015. *Eurafrica: The Untold History of European Integration and Colonialism*. London: Bloomsbury.
- Horkheimer, Max and Adorno, Theodor W, 1947. *Dialectic of Enlightenment*. Amsterdam: Querido.
- IMF, 2009. *International Financial Stability Report*. April.
- Kohlenberger, Judith, 2025. *Migration Panic: How Isolationist Policies Promote Authoritarianism*. Vienna: Picus.
- Leslie, Paul, 2025. "From Philosophy to Power: The Misuse of René Girard by Peter Thiel, J D Vance and the American Right," *Salmagundi* 226-227, Spring-Summer.
- Mair, Peter, 2013. *Ruling the Void. The Hollowing of Western Democracy*. London: Verso.
- Mangold, Ijoma, 2025. "Eine Milliarde Ideen," Die Zeit, 27 July.
- Manow, Philip, 2020. *(Ent-)Demokratisierung der Demokratie*. Berlin: Suhrkamp.
- Mazzucato, Mariana, 2021. *Mission Economy. A Moonshot Guide to Changing Capitalism*. London: Allen Lane.

Mudde, Cas, 2021. "Populism in Europe: An Illiberal Democratic Answer to Undemocratic Liberalism." *Government and Opposition* Vol 56 Iss 4 Oct.

Münkler, Herfried, 2023. *Welt in Aufruhr. Die Ordnung der Mächte im 21. Jahrhundert.* Berlin: Rowohlt.

Neumann, Peter R & Schneider, Richard C, 2025. *Das Sterben der Demokratie. Der Plan der Rechtspopulisten in Europa und den USA.* Berlin: Rowohlt.

Nkrumah, Kwame, 1965. *Neocolonialism. The Last Stage of Imperialism.* London: Thomas Nelson & Sons.

Piketty, Thomas, 2013. *Le Capital au XXIe siècle.* Le Seuil, Paris.

Piketty, Thomas, 2015. *L'économie des inégalités.* Découverte, Paris,

Piketty, Thomas and, Sandel, Michael, 2025. *Equality. What it Means and What It Matters.* Cambridge: Polity.

Rodney, Walter, 1972. *How Europe Underdeveloped Africa.* London: Bougle-L'Ouverture Publications.

Sandel, Michael, 2021. *Tyranny of Merit.* Penguin.

Sandel, Michael, 2022. *Democracy's Discontent.* Cambridge, Mass: Harvard University Press.

Shiller, Robert, 2012. *The Subprime Solutions: How Today's Global Finance Crisis Happened, and What To Do About It.* Princeton: Princeton University Press.

SOU, 2025. *En kulturkanon för Sverige (A Cultural Canon for Sweden).* Report by the Committee on a Cultural Canon for Sweden. 2 Sept.

Stråth, Bo, 2023. *The Brandt Commission and the Multinationals.* Planetary Perspectives. London: Routledge.

Stråth, Bo, 2024 a. "Difference and Créolité: An essay on a planetary universalism." Blog.
<https://www.bostrath.com/planetary-perspectives/a-planetary-metanorm/difference-and-creolite-an-essay-planetary-universalism> Published 27.08.2024.

Stråth, Bo. 2024 b. "The United Nations and the Visions of the Future: Brandt, Carlsson-Ramphal and the Pact for the Future." Blog.

<https://www.bostrath.com/planetary-perspectives/ordering-of-space-and-time/the-united-nations-and-the-visions-of-the-future/> Published 23.09.2024

Stråth, Bo, 2025 a. "A world order in disarray. What now? 1. The meeting of empires in Europe and Europe's response." *Statsvetenskaplig Tidskrift* No. 2 June.

Stråth, Bo, 2025 b. "A world order in disarray. What now? 2. Low-intensity democracy without alternatives, nihilism and algorithms." *Statsvetenskaplig Tidskrift* No. 3 September.

Trägårdh, Lars, 1993. "The Concept of the People and the Construction of Popular Political Culture in Sweden and Germany, 1800-1933." PhD University of California, Berkeley.

Tönnies, Ferdinand, 1987. *Gemeinschaft und Gesellschaft* (1887).
<<https://germanhistory-intersections.org/de/wissen-und-bildung/ghis:document-163>> [28.07.2025].

UN, 2024. Department of Economic and Social Affairs, Population Division. World Population Prospects.

Vinge, Simon & Fjaestad, Maja, 2025. Algorithmic Rule. Brussels: Foundation for European Progressive Studies.

Wallerstein, Immanuel, 1979. The Capitalist World Economy. Cambridge: Cambridge University Press.

How to quote:

Cit. Bo Stråth, “Un ordre mondial en pleine dissolution. Et maintenant ? 3. Une Europe fondée sur des valeurs à une époque nihiliste” Blog.

<https://www.bostrath.com/planetary-perspectives/un-ordre-mondial-en-pleine-dissolution-et-maintenant-3/> Published 18.12.2025.